

# Canada. Heurs et malheurs de la « charity business »

mardi 4 août 2020, par [BEAUDET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 31 juillet 2020).

**Il a fallu une gigantesque erreur de jugement du premier ministre Justin Trudeau et de son gouvernement pour attirer l'attention sur cette organisation qui prétend « sauver le monde » en étant en même temps un organisme de coopération et une entreprise privée. J'espère que le cafouillage sera démêlé et que les responsables seront sanctionnés. Après tout, c'est l'avenir de la coopération internationale qui est un peu en jeu dans ce scandale. Outre les coins obscurs de la relation entre Trudeau, le gouvernement et l'organisme UNIS (WE Charity en anglais), il y a cependant des questions à poser sur cette expérience.**

Depuis quelques années, les frères Craig et Marc Kielburger ont pris une large place au Canada (hors Québec) dans le domaine, avec des événements de grande envergure publicisés et soutenus par des vedettes politiques et médiatiques. Ces mobilisations visent à soutenir les projets d'UNIS, notamment les visites organisées pour les jeunes dans divers coins du monde (une sorte de « volontourisme ») et les « villages WE ».

Dans un cas comme dans l'autre, de nombreux organismes qui œuvrent dans le développement international, dont ceux qui sont membres de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) ou du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), ont, à partir de leurs expériences, conclu que de telles initiatives n'étaient pas vraiment appropriées.

## Effets pervers

Le « volontourisme », qui amène des jeunes Canadiens sans expérience à garder des enfants dans des orphelinats ou à peindre des écoles déglinguées, a des effets pervers. Pleins de bonne volonté, ces participants se substituent, le plus souvent, aux jeunes de ces pays. Ils n'ont pas de compétences particulières. Ils séjournent très brièvement dans ces pays, des séjours pour lesquels les coûts d'organisation et de transport sont élevés. Et ils retournent à leurs affaires au retour.

Dans le cas des ONG accrédités, les stages pour les jeunes s'inscrivent dans une autre perspective, puisqu'ils font partie d'une relation à long terme avec les organismes locaux. Les jeunes sont préparés de manière à participer à un intense travail de promotion et d'éducation populaire avant et après leur séjour dans un pays donné. Ces principes sont d'ailleurs inscrits dans un « code d'éthique » adopté par les organismes membres de l'AQOCI et du CCCI, qui ont donc des comptes à rendre entre eux et auprès de leurs donateurs. UNIS n'est membre ni de l'AQOCI ni du CCCI.

D'autre part, l'idée des « villages WE » va à l'encontre de la pratique de la plupart des ONG qui soutiennent des communautés à travers leurs propres structures et mécanismes. Créer un « village WE » en constituant une entité séparée dépendante d'un organisme international va à l'encontre des principes de la coopération tels qu'élaborés par l'ONU et l'OCDE, qui insistent sur l'appropriation, par les populations locales, des projets de développement. Ces projets de développement promis par

les ONG résultent d'un travail de longue haleine, basé sur un réel partenariat entre les organismes du Nord et du Sud et qui requiert consultations, études et expérimentations, et sur lesquels l'information est accessible pour assurer la transparence et le sentiment que cette coopération n'est pas un « don du ciel ». On ne va pas planter un drapeau « WE » en invitant les gens à avoir un meilleur accès à l'eau ou à l'électricité. On travaille avec les groupes communautaires et les autorités locales à améliorer les infrastructures là où les gens vivent, sous leurs propres responsabilités.

D'autre part, le message d'UNIS n'apporte pas d'explication et encore moins de solution à la question du développement. On ne peut pas prétendre « sauver le monde » en faisant fi des causes profondes qui expliquent la perpétuation de la misère et de la famine. C'est pourquoi la plupart des ONG font campagne pour l'abolition de la dette, pour l'arrêt de la militarisation facilitée par les ventes d'armes des pays riches (dont le Canada), pour une lutte incessante contre les violations des droits. Faire pression pour demander des changements dans la politique des gouvernements fait partie du mandat des ONG.

Parallèlement, la plupart des organismes ont laissé tomber les messages qui se centrent sur des situations individuelles (parrainage d'enfants) en utilisant nos grandes vedettes pour attirer l'attention. Le développement et la coopération internationaux, cela ne peut pas être essentiellement une affaire de marketing. Outre leurs erreurs de jugement dans la gestion des centaines de millions de dollars promis à UNIS par le gouvernement, je suis surpris que Justin Trudeau et Bill Morneau n'aient pas encore compris que la coopération internationale du Canada doit suivre une autre voie.

Je ne doute pas de la noble intention des frères Kielburger à l'origine de leur projet, eux qui ont rencontré des jeunes au Bangladesh en train de dépérir dans des bidonvilles et des ateliers de misère. Mais justement, ces jeunes attendent autre chose de nous. Ils veulent travailler avec nous (et pas qu'on se mette à leur place). Ils veulent dénoncer un système injuste et exiger des changements de priorités, les priorités actuelles faisant du Bangladesh, du Brésil, du Liban ou de l'Afrique du Sud des pays où la misère de la masse existe dans l'ombre de quelques milliardaires. Ils espèrent qu'on leur donnera un coup de main en remettant les priorités du gouvernement canadien à la bonne place, dans l'esprit d'une justice sociale et environnementale.

---

**Pierre Beudet**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

**P.-S.**

Le Devoir

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/583355/affaire-unis-heurts-et-malheurs-de-la-bi-charity-busin-ess-bi>